



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°BFC-2020-089

PUBLIÉ LE 23 OCTOBRE 2020

# Sommaire

## **ARS Bourgogne Franche-Comté**

|   |         |
|---|---------|
| BFC-2020-10-21-004 - 20.0256 SANTELYS BFC renouvellement autorisation IRC sur site de Chatillon sur Seine.doc (1 page)  | Page 3  |
| BFC-2020-02-06-008 - 20.029 portant fixation des tarifs de prestations du centre hospitalier de Baume-les-Dames pour 2020 (2 pages)   | Page 5  |
| BFC-2020-02-13-018 - 20.083 portant fixation des tarifs de prestations de l'HNFC pour 2020 (2 pages)  | Page 8  |
| BFC-2020-08-17-017 - ARRETE ARSBFC/DOS/PSH/2020-769 fixant le montant de la garantie de financement MCO dû à : C.H.U. DE DIJON (210780581), au titre des soins de la période mars à décembre 2020 et le montant du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité MCO 2019 transmise en LAMDA sur le mois de juin 2020). (4 pages) | Page 11 |

## **Préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté**

|  |         |
|--|---------|
| BFC-2020-10-23-001 - Arrêté n°20-397 BAG fixant la Composition nominative du conseil économique social et environnemental régional de BFC (8 pages)                          | Page 16 |
| BFC-2020-10-20-004 - Arrêté n°20-398 portant attribution des allocations diversité dans la fonction publique pour la campagne 2020-2021 en Bourgogne-Franche-Comté (6 pages) | Page 25 |

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-10-21-004

20.0256 SANTELYS BFC renouvellement autorisation  
IRC sur site de Chatillon sur Seine.doc

Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté  
Mentions à publier en application de l'article R 6122-41 du code de la santé publique

« Par application des dispositions de l'article L.6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée à l'association Santélylys Bourgogne-Franche-Comté (FINESS EJ : 21 001 229 0) dont le siège est situé 4, rue de la Brot à Saint-Apollinaire (21), pour l'activité de soins de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale est renouvelée tacitement pour une durée de sept ans à compter du 9 juin 2020 pour la modalité :

- hémodialyse en unité d'auto-dialyse simple ou assistée.

La modalité est exercée dans les locaux situés 2, rue Claude Petiet à Chatillon-sur-Seine (FINESS ET : 21 000 148 3).

Compte tenu des dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, l'échéance de cette autorisation est prorogée automatiquement de six mois, soit jusqu'au 8 décembre 2027 inclus.».

Fait à Dijon, le 21/10/2020

Pour le directeur général  
La directrice de l'organisation des  
soins

Anne-Laure MOSER MOULAA

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-02-06-008

20.029 portant fixation des tarifs de prestations du centre  
hospitalier de Baume-les-Dames pour 2020

*Arrêté TJP 2020 CH BAUME LES DAMES*

**Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2020-029 modifiant l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-260 du 26 mars 2019 et portant fixation des tarifs de prestations du Centre Hospitalier de Baume-les-Dames pour l'exercice 2020**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté

- VU le code de la santé publique ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment son article 33 modifié ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- VU le décret n° 2016-650 du 20 mai 2016 portant encadrement de l'augmentation des tarifs de prestations servant de base au calcul de la participation de l'assuré aux frais d'hospitalisation;
- VU la circulaire DGOS/R1/2019/111 du 7 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé ;
- VU l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-260 du 26 mars 2019 portant fixation des tarifs de prestations du Centre Hospitalier de Baume-les-Dames pour l'exercice 2019 ;

Considérant la proposition budgétaire de la directrice du Centre Hospitalier de Baume-les-Dames relative aux tarifs journaliers de prestations ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : l'article 1er de l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2019-260 du 26 mars 2019 est modifié comme suit :

Les tarifs de prestations applicables aux hospitalisés du Centre Hospitalier de Baume-les-Dames (FINESS : 25 000 023 9), sis 1, avenue Président Kennedy – 25 114 Baume-les-Dames CEDEX, seront fixés ainsi qu'il suit à compter du **1<sup>er</sup> mars 2020** :

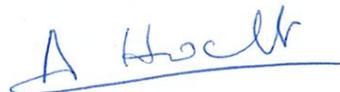
| Code | Discipline                                      | Tarifs   |
|------|---|----------|
| 11   | Médecine Hospitalisation Complète               | 556,49 € |
| 30   | Service Moyen séjour (Hospitalisation Complète) | 223,52 € |
| 50   | Hospitalisation de Jour (Médecine)              | 458,55 € |
| 56   | Hôpital de Jour Rééducation (SSR)               | 179,65 € |

**Article 2** : Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy, dans un délai d'un mois, dans les conditions fixées par le code de l'action sociale et des familles. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 3** : La directrice de l'organisation des soins de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté, la directrice de l'établissement, le directeur de la Caisse Pivot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 6 février 2020

**Pour le directeur général,  
L'adjointe au chef de département  
performance des soins hospitaliers**



**Agnès HOCHART**

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-02-13-018

20.083 portant fixation des tarifs de prestations de l'HNFC  
pour 2020

*Arrêté TJP 2020 HNFC*

**Arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2020-083 modifiant l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2020-017  
du 28 janvier 2020 et portant fixation des tarifs journaliers de prestations  
de l'HNFC pour l'exercice 2020**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté,**

- VU le code de la santé publique ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment son article 33 modifié ;
- VU la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- VU le décret n° 2016-650 du 20 mai 2016 portant encadrement de l'augmentation des tarifs de prestations servant de base au calcul de la participation de l'assuré aux frais d'hospitalisation;
- VU la circulaire DGOS/R1/2019/111 du 7 mai 2019 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2019 des établissements de santé ;
- VU l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2020-017 du 28 janvier 2020 **portant fixation des tarifs journaliers de prestations** ;

Considérant la proposition budgétaire du Directeur de l'hôpital Nord Franche-Comté relative aux tarifs journaliers de prestations pour 2020 ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** l'article 1er de l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2020-017 du 28 janvier 2020 est modifié comme suit.  
Les tarifs de prestations applicables aux hospitalisés de l'HNFC, sis 100 route de Moval - CS 10499 TREVENANS - 90015 BELFORT CEDEX seront fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> février 2020 :

| Code | Discipline                     | Tarifs     |
|------|--------------------------------|------------|
| 11   | Médecine                       | 1 327,13€  |
| 12   | Chirurgie                      | 1 630,31 € |
| 20   | Spécialités coûteuses          | 1 997,24 € |
| 30   | Soins de suite                 | 797,34 €   |
| 50   | Hôpital de jour Médecine       | 958,34 €   |
| 51   | Radiothérapie                  | 1 312,00 € |
| 52   | Dialyse                        | 1 327,00€  |
| 53   | Hôpital de jour chimiothérapie | 1 259,00 € |
| 56   | Hôpital de jour SSR            | 667,28 €   |
| 90   | Chirurgie ambulatoire          | 2 046,93 € |
|      | SMUR                           | 666,00 €   |

Il est rappelé les numéros FINESS de cet établissement :

N° FINESS de l'entité juridique : 90 000 036 5  
N° FINESS de l'établissement CH : 90 000 303 9  
N° FINESS de l'annexe du Mittan : 25 000 400 9  
N° FINESS de l'annexe de Bavillers : 90 000 307 0  
N° FINESS de l'établissement USLD : 25 000 724 2

**Article 2 :** Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Nancy, dans un délai d'un mois, dans les conditions fixées par le code de l'action sociale et des familles. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3 :** La directrice de l'organisation des soins de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté, la direction de l'établissement, le directeur de la Caisse Pivotal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le

**13 FEV. 2020**

**Le Directeur général,**



**Pierre PRIBILE**

# ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-08-17-017

**ARRETE ARSBFC/DOS/PSH/2020-769** fixant le montant de la garantie de financement MCO dû à : C.H.U. DE DIJON (210780581), au titre des soins de la période mars à décembre 2020 et le montant du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité MCO 2019 transmise en LAMDA sur le mois de juin 2020).

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté,**

- VU le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;
- VU le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;
- VU l'ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale ;
- VU l'ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- VU le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU l'arrêté du 23 janvier 2008 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 28 février 2018 fixant pour l'année 2018 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 6 mars 2019 fixant pour l'année 2019 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 28 février 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- VU le(s) relevé(s) d'activité transmis au titre du mois de **juin 2020**, par l'établissement : **CHU DIJON** ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 - Garantie de financement MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus.**

Le montant de la garantie de financement MCO (hors HAD) au titre des prestations de soins de la période de mars à décembre 2020 et le montant mensuel dû sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

| Pour l'établissement :            | CHU DIJON        |
|-----------------------------------|------------------|
| N° Finess :                       | 210780581        |
| Montant total pour la période :   | 258 917 731,71 € |
| Montant mensuel pour la période : | 25 891 773,17 €  |

**Article 2 - Le montant dû à l'établissement au titre de la garantie de financement MCO hors AME, SU et soins aux détenus est de :**

| Libellé  | Montant pour la période | Montant Mensuel        |
|--|-------------------------|------------------------|
| Montant MCO de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus est de :                    | 241 866 607,52 €        | 24 186 660,75 €        |
| Montant MCO de la garantie de financement de l'établissement au titre des activités facturées dans les conditions définies aux articles R. 174-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale (FIDES) est de : | 17 051 124,19 €         | 1 705 112,42 €         |
| <b>Montant total MCO (hors HAD)</b>  | <b>258 917 731,71 €</b> | <b>25 891 773,17 €</b> |

| Libellé  | Montant pour la période | Montant Mensuel |
|--|-------------------------|-----------------|
| des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments (y compris transports et PO)  | 234 512 801,59 €        | 23 451 280,16 € |
| Forfaits D (alternative à dialyse en centre), IVG, ATU/FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux articles R. 174-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale | 7 353 805,93 €          | 735 380,59 €    |
| des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques facturés dans les conditions définies aux articles R. 174-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale   | 17 051 124,19 €         | 1 705 112,42 €  |

Pour information, détail des prestations :

| Prestations              | Montant pour la période | Montant mensuel |
|--------------------------|-------------------------|-----------------|
| Forfait GHS + supplément | 233 525 495,74 €        | 23 352 549,57 € |
| PO                       | 266 753,07 €            | 26 675,31 €     |
| IVG                      | 324 064,43 €            | 32 406,44 €     |
| Transports               | 720 552,77 €            | 72 055,28 €     |
| Alt dialyse              | 0,00 €                  | 0,00 €          |
| ATU                      | 1 095 555,59 €          | 109 555,56 €    |
| FFM                      | 0,00 €                  | 0,00 €          |
| SE                       | 684 027,68 €            | 68 402,77 €     |
| PI                       | 297 585,05 €            | 29 758,51 €     |
| ACE                      | 4 592 725,95 €          | 459 272,60 €    |
| DMI ACE                  | 359 814,13 €            | 35 981,41 €     |
| MED ACE                  | 33,10 €                 | 3,31 €          |
| Montant FIDES            | 17 051 124,19 €         | 1 705 112,42 €  |

**Article 3** - Avances de financement allouées aux établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code.

Le montant de l'avance mensuelle mise en place au titre de la liste en sus s'élève à : 4 384 736,20 €  
décomposé de la façon suivante :

| Libellé  | Montant Mensuel |
|--|-----------------|
| Montant avance mensuelle dû à l'établissement au titre de la liste en sus hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus est de : | 4 384 736,20 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)   | 2 693 785,52 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU  | 395 679,66 €    |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)   | 1 295 271,03 €  |

**Article 4** - Les montants de la garantie financement dû à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de mars à décembre 2020 et le montant mensuel dû sur la même période, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME) sont de :

| Libellé   | Montant pour la période | Montant mensuel |
|---|-------------------------|-----------------|
| Montant MCO de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) est de : | 496 152,93 €            | 49 615,29 €     |

**Article 5** - Avances de financement allouées aux établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour l'AME.

Le montant de l'avance mensuelle mise en place au titre de la liste en sus pour l'aide médicale de l'Etat s'élève à : 10 434,04 €  
décomposé de la façon suivante :

| Montant avance mensuelle dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME) est de : | Assiette annuelle pour déterminer la garantie de financement ou l'avance pour la LES |
|--|--|
| Montant avance mensuelle dû à l'établissement au titre de la liste en sus aide médicale de l'Etat (AME) est de : | 10 434,04 €  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)   | 5 897,67 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)              | 0,00 €   |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                   | 4 536,37 €   |

**Article 6** - Les montants de la garantie financement dû à l'établissement au titre des prestations de soins de la période de mars à décembre 2020 et le montant mensuel dû sur la même période, relevant des Soins Urgents sont de :

| Libellé  | Montant pour la période | Montant mensuel |
|--|-------------------------|-----------------|
| Montant MCO de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité Soins Urgents (SU) est de : | 21 413,57 €             | 2 141,36 €      |

**Article 7 - Avances de financement allouées aux établissements de santé pour faire face à l'épidémie du Covid-19 au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments disposant d'une autorisation temporaire d'utilisation (liste en sus) pour les établissements de santé mentionnés aux a, b, et c de l'article L. 162-22-6 du même code pour les soins urgents.**

Le montant de l'avance mensuelle mise en place au titre de la liste en sus pour les soins urgents s'élève à :  
décomposé de la façon suivante :

**0,00 €**

| Montant avance mensuelle dû à l'établissement au titre de la liste en sus Soins Urgents (SU) est de :          | Assiette annuelle pour déterminer la garantie de financement ou l'avance pour la LES |
|--|--|
| Montant avance mensuelle dû à l'établissement au titre de la liste en sus pour les soins urgents (SU) est de : | <b>0,00 €</b>  |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)   | 0,00 €   |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)            | 0,00 €   |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                 | 0,00 €   |

**Article 8 - Les montants de la garantie financement dû à l'établissement au titre du RAC détenus pour les prestations de soins de la période de mars à décembre 2020 et le montant mensuel dû sur la même période, sont de :**

| Libellé  | Montant pour la période | Montant mensuel |
|--|-------------------------|-----------------|
| Montant MCO de la garantie de financement de l'établissement au titre de la valorisation du RAC détenus est de : | 69 923,26 €             | 6 992,33 €      |
| Dont séjours   | 42 240,60 €             | 4 224,06 €      |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.   | 27 682,66 €             | 2 768,27 €      |

**Article 9 - Versements mensuels pour la période de mars à décembre 2020 en l'absence de nouvel arrêté de versement.**

Les montants mensuels visés aux articles 2 à 8 dans le cadre de la garantie de financement et des avances sont reconduits jusqu'au mois d'activité de décembre 2020 inclus, sous réserve de la transmission par l'ARS d'un nouvel arrêté.

**Article 10 - Montants à verser au titre de l'activité 2019 transmise au cours de l'année 2020.**

Les montants totaux MCO dû par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale au titre de l'exercice antérieur sont :

**Valorisation de la part qui relève de l'activité MCO hors AME, SU et soins aux détenus :**

| Libellé   | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|---|-------------------------------------|
| Montant MCO dû à l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus est de : | 4 069,87 €                          |

Ce montant se détaille selon les items suivants :

| Libellé  | Montant de l'activité LAMDA du mois |                   |
|--|-------------------------------------|-------------------|
| des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments                         | -4 232,61 €                         | (montant négatif) |
| des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques                                  | 0,00 €                              |                   |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments)<br>dont:   | 8 863,61 €                          |                   |
| - Séjours  |                                     |                   |
| - actes et consultations externes (ACE)  |                                     |                   |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) (séjours) | 0,00 €                              |                   |
| produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables)<br>dont:                                     | -561,13 €                           | (montant négatif) |
| - séjours  |                                     |                   |
| - actes et consultations externes (ACE)  |                                     |                   |

**Valorisation MCO de la part qui relève de l'activité AME :**

| Libellé   | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|---|-------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre de la valorisation de l'activité qui relève de l'aide médicale de l'Etat (AME) est de : | <b>526,16 €</b>                     |

Ce montant se détaille selon les items suivants :

| Libellé  | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|--|-------------------------------------|
| des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments AME               | 526,16 €                            |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments AME)  | 0,00 €                              |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU AME) | 0,00 €                              |
| des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables AME)                                | 0,00 €                              |

Valorisation MCO de la part qui relève des SU :

| Libellé  | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|--|-------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre des soins urgents est de : | 8 935,32 €                          |

Ce montant se détaille selon les items suivants :

| Libellé   | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|---|-------------------------------------|
| des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments SU               | 8 935,32 €                          |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) SU | 0,00 €                              |
| des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)    | 0,00 €                              |
| des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables)                                   | 0,00 €                              |

Valorisation MCO de la part liée aux soins aux détenus :

| Libellé   | Montant de l'activité LAMDA du mois |
|---|-------------------------------------|
| Montant dû à l'établissement au titre des soins aux détenus est de :                      | 192,16 €                            |
| au titre du reste à charge (RAC) estimé pour les séjours (GHS et suppléments) des détenus | 192,16 €                            |
| au titre du reste à charge (RAC) estimé pour les ACE (y compris ATU/FFM/SE)               | 0,00 €                              |

**Article 11** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 12** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement **CHU DIJON** et à la **CPAM de COTE D'OR** en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Dijon, le 17 août 2020

Pour le directeur général,  
L'adjointe au chef du département performance des  
soins hospitaliers



Natacha SEGAUT

Préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-10-23-001

Arrêté n°20-397 BAG fixant la Composition nominative  
du conseil économique social et environnemental régional  
de BFC

*Arrêté n°20-397 BAG fixant la Composition nominative du conseil économique social et  
environnemental régional de BFC*



*Direction de la collégialité de l'État*

Arrêté n° 20-~~397~~ BAG fixant la composition nominative du  
Conseil Économique, Social et Environnemental Régional de Bourgogne-Franche-Comté

---

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L4134-2 et R4134-1 à R4134-7 relatifs à la composition et au fonctionnement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** le décret n°2001-731 du 31 juillet 2001 relatif à la composition et au renouvellement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n°2011-112 du 27 janvier 2011 relatif à la composition et au renouvellement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** le décret n°2015-1917 du 30 décembre 2015 relatif à la refonte de la carte des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** le décret n°2017-1193 du 26 juillet 2017 relatif à la composition et au renouvellement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** la circulaire interministérielle NOR INTB1724006C du 27 septembre 2017, relative aux modalités de renouvellement des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2017, modifié le 25 janvier 2018, fixant la liste des organismes représentés au CESER de Bourgogne-Franche-Comté ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°20-349 BAG du 6 octobre 2020 fixant la composition nominative du CESER de Bourgogne-Franche-Comté ;

**VU** la proposition de l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL), reçue le 5 octobre 2020, visant à la désignation de Madame Chantal CLINARD pour siéger dans le premier collège pour l'UNAPL BFC ;

**VU** la proposition du Centre Régional d'Études, d'Actions et d'Informations (CREAI), reçue le 09 octobre 2020, visant à la désignation de Monsieur Michel LACOUCHE pour siéger dans le troisième collège pour le CREAI BFC, du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2023 ;

**VU** la proposition du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC), reçue le 14 octobre 2020, visant à la désignation de Madame Clémentine SMETS pour siéger dans le troisième collège pour le MRJC ;

**VU** la proposition à la majorité des membres du pôle « consommation, logement et tourisme » du troisième collège, réunis à une réunion de concertation par le SGAR, le 16 octobre 2020, conformément à l'article R4134-7 du CGCT ;

**Considérant** qu'il convient de mettre à jour la composition nominative du CESER ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales ;

## ARRÊTE

**Article 1er** : La liste des membres du Conseil Économique, Social et Environnemental Régional de la région Bourgogne-Franche-Comté est arrêtée ainsi qu'il suit :

| Nombre de sièges | Premier collège : entreprises et activités professionnelles non salariées   |   |
|------------------|---|---|
| 35               | Organismes  | Membres désignés  |
| 5                | par la Chambre de Commerce et d'Industrie de région   | - Monsieur Bernard ECHALIER<br>- Madame Nicole GUYOT<br>- Madame Christine JUND<br>- Madame Catherine MINAUX<br>- Monsieur Dominique ROY  |
| 7                | par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), dont :<br>- 1 siège au titre de la filière automobile (par désignation en commun entre le pôle véhicule du futur et le Pôle Performance Magny-Cours – PPMC),<br>- 1 siège au titre du pôle microtechniques,<br>- 1 siège au titre de la filière énergie (par désignation en commun entre le pôle nucléaire « Nuclear Valley », le Cluster éolien W4F et la Vallée de l'Énergie),<br>- 1 siège au titre de la filière agroalimentaire (par désignation en commun entre le pôle Vitagora et Entreprises Alimentaires BFC)<br>- 1 siège au titre du Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises (CJD) | - Monsieur Charles BRICOGNE<br>- Monsieur Didier MICHEL<br>- Monsieur RAGOT Denis<br><br>- Madame Pascale LETESSIER<br>- en cours de désignation<br><br>- en cours de désignation<br><br>- Monsieur Loïc DUFOUR |
| 1                | au titre du secteur numérique, par accord entre les 3 éco-systèmes de la French Tech (Besançon, Chalon et Dijon) et BFC numérique   | - Monsieur Silvère DENIS  |

| Nombre de sièges | Premier collège : entreprises et activités professionnelles non salariées   |   |
|------------------|---|---|
|                  | Organismes  | Membres désignés  |
| 35               |   |   |
| 4                | par la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME), dont 1 par accord avec la Chambre Nationale des Professions Libérales (CNPL) | - Madame Caroline DEBOUVRY<br>- Monsieur Pierre GUINOT<br>- Madame Marie-Laure SCHNEIDER<br>- Madame Paule ANDRE (CNPL)   |
| 3                | par la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat   | - Madame Catherine GEFFROY<br>- Madame Sylvie LOUPIAS<br>- Monsieur Michel CHAMOUTON  |
| 3                | par l'Union des Entreprises de Proximité (U2P), dont 1 au titre de l'Union Nationale des Professions Libérales (UNAPL)                        | - Monsieur Christophe DESMEDT<br>- Madame Carole RICHARD<br>- Madame Chantal CLINARD  |
| 1                | par accord entre les Comités régionaux Bourgogne et Franche-Comté de la Fédération Bancaire de France (FBF)                                   | - Monsieur Vincent DELATTE  |
| 2                | par la Chambre régionale d'agriculture  | - Madame Nadine DARLOT<br>- Monsieur Sylvain MARMIER  |
| 2                | par la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FRSEA)   | - Madame Nathalie MAIRET<br>- Monsieur Christophe RUFFONI   |
| 1                | par le Centre régional des jeunes agriculteurs (CRJA)   | - Madame Virginie BOLE  |
| 1                | par accord entre la Confédération paysanne et la Coordination rurale, avec rotation à mi-mandat   | - Monsieur Dominique GUYON (CP) du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020<br>- Monsieur Jean-Bernard BOURDOT (CR) du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023 |
| 1                | par Coop de France Bourgogne-Franche-Comté  | - Monsieur Marc PATRIAT   |
| 1                | par la filière bois (FIBOIS)  | - Monsieur Jean-Gabriel SCHAMELHOUT   |
| 1                | par accord entre Bio Bourgogne et Interbio Franche-Comté, avec rotation à mi-mandat   | - Monsieur Christian BAQUE du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020<br>- Monsieur Pierre CHUPIN du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023                  |
| 1                | par la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS)   | - Madame Tatiana DESMAREST  |
| 1                | par l'Union des Employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (UDES)  | - Madame Marie-Paule BELOT  |

| Nombre de sièges | Deuxième collège : organisations syndicales de salariés les plus représentatives |  |
|------------------|--|--|
|                  | Organismes   | Membres désignés   |
| 35               |  |  |
| 11               | par l'Union Régionale Interprofessionnelle de la CFDT                            | - Monsieur Joseph BATAULT<br>- Monsieur Jean-Pierre BOUHELIER<br>- Madame Patricia DABERE<br>- Monsieur Bernard LAMBERT<br>- Madame Manuelle LAMBERT<br>- Madame Claudine GUENOT<br>- Monsieur Yann ROUSSET<br>- Madame Dominique RUHLMANN<br>- Madame Irène DUMONT,<br>- Monsieur Fabrice CHAMBELLAND<br>- Monsieur Bernard LUC |
| 9                | par l'Union régionale de la CGT  | - Madame Pierrette BARDEY<br>- Monsieur Richard BERAUD<br>- Madame Marie-Odile COULET<br>- Monsieur Michel FAIVRE-PICON<br>- Monsieur Daniel FRANCOIS<br>- Madame Dominique GALLET<br>- Madame Annick GUYENOT<br>- Monsieur Jean-Pierre MUGNIER<br>- Monsieur Guy ZIMA   |
| 6                | par l'Union régionale de la CGT/FO   | - Madame Corinne BIAJOUX<br>- Monsieur Gilles DENOSJEAN<br>- Monsieur Sébastien GALMICHE<br>- Monsieur Dominique GENDRON<br>- Madame Catherine MORICE<br>- Madame Carole PREGERMAIN  |
| 3                | par l'Union régionale de l'UNSA  | - Monsieur Stéphane FAUCOGNEY<br>- Madame Françoise FREREBEAU<br>- Madame Karine MILLE   |
| 2                | par l'Union régionale de la CFTC   | - Monsieur Abdelhakim ABBAD<br>- Madame Annie MASSON   |
| 2                | par l'Union régionale de la CFE/CGC  | - M. Sébastien PERON<br>- Madame Denise PAUL   |
| 1                | par le Conseil Fédéral Régional de la FSU BFC                                    | - Madame Sandrine CARETTE  |
| 1                | par l'Union syndicale Solidaires en Bourgogne et Franche-Comté                   | - Madame Christelle FAIVRE   |

| Nombre de sièges | <b>Troisième collège : organismes et associations qui participent à la vie collective de la région, représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées choisies en fonction de leurs compétences en matière d'environnement et de développement durable</b>  |  |
|------------------|---|--|
| 35               | <b>Organismes</b>   | <b>Membres désignés</b>  |
|                  | <u>Famille, Santé, social et insertion</u>  |  |
| 1                | par l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF)  | - Madame Elizabeth GRIMAUD   |
| 1                | par accord entre la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT), les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et les caisses régionales de la Mutualité sociale agricole de Bourgogne et de Franche-Comté (MSA)  | - Monsieur Yves BARD   |
| 1                | par l'Union Régionale Inter-fédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS)  | - Monsieur Bernard QUARETTA  |
| 1                | par accord entre les organisations œuvrant dans le secteur du handicap : le Centre Régional d'Études, d'Actions et d'Informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (CREAI), l'Union Régionale des Associations de Parents, de Personnes handicapées mentales et de leurs amis (URAPEI), la délégation régionale de l'Association des Paralysés de France (APF), la délégation régionale de l'Association Française de Myopathie (AFM) et l'Association Régionale pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Personnes en Situation de Handicap (ARIS) | - Monsieur Bernard AVON (APF) du 1 <sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020<br><br>- Monsieur Michel LACOUICHE (CREAI) du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023 |
| 1                | par la Mutualité Française de Bourgogne-Franche-Comté   | - Madame Sandrine BONNET   |
| 1                | par accord entre le Pôle Régional d'Animation et de Développement de l'Insertion par l'Activité Économique (PRADIE), le COORACE Bourgogne-Franche-Comté et le Comité national de liaison des Régies de Quartiers  | - Monsieur Christophe LAURIAUT   |
| 1                | par accord entre la Fédération des entreprises d'insertion (FEI), l'Union Régionale des Associations Intermédiaires (URAI) et Chantier école Bourgogne-Franche-Comté  | - Monsieur Hubert BELZ   |
| 1                | par accord entre les acteurs sociaux de la solidarité : la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) et les associations caritatives (sections ou fédérations régionales de la Croix-Rouge française, du Secours Populaire, du Secours Catholique, les associations Emmaüs, les associations ATD Quart Monde, les associations des Restos du Cœur).   | - Monsieur Patrick VIVERGE (Secours Catholique), du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023.  |

|                         |  |                                 |
|-------------------------|--|---------------------------------|
| <b>Nombre de sièges</b> | <b>Troisième collège : organismes et associations qui participent à la vie collective de la région, représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées choisies en fonction de leurs compétences en matière d'environnement et de développement durable</b> |                                 |
| <b>35</b>               | <b>Organismes</b>  | <b>Membres désignés</b>         |
|                         | <u>Jeunesse, éducation et enseignement</u>   |                                 |
| 1                       | par le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (CRAJEP)  | - Madame Sophie GENELOT         |
| 1                       | par la Ligue de l'Enseignement de Bourgogne-Franche-Comté  | - Madame Elise MOREAU           |
| 1                       | par le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC) : représentant de moins de trente ans  | - Madame Clémentine SMETS       |
| 1                       | par le comité régional de la Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (FCPE)  | - Monsieur Michel BURDIN        |
| 1                       | par la Fédération des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public (PEEP)   | - Madame Claudine ORSACZEK      |
| 1                       | par l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) : représentant de moins de trente ans   | - Monsieur Lou NOIRCLERE        |
| 1                       | par la Fédération des Associations Générales Etudiantes Bourgogne-Franche-Comté (FAGE) : représentant de moins de trente ans   | - Monsieur Nadem BEN RAHMA      |
| 1                       | par la Fédération des Jeunes Chambres Economiques de Bourgogne-Franche-Comté   | - Madame Aurélie MARTIN GARRAUT |

|   |   |                                 |
|---|---|---------------------------------|
|   | <u>Culture, sport</u>   |                                 |
| 1 | par accord entre les structures suivantes œuvrant dans le champ de la création et de la diffusion artistiques :<br>la délégation régionale du Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles (SYNDEAC), la Fédération des Musiques Actuelles Bourgogne-Franche-Comté (FEMA), les représentations régionales Bourgogne et Franche-Comté de la Confédération Musicale de France et l'association de préfiguration de l'Agence régionale Livre et Lecture Bourgogne-Franche-Comté                  | - Madame Bouchra HABBACHE-REZHI |
| 1 | par accord entre les structures œuvrant dans le champ des patrimoines :<br>les sections fédérées de Bourgogne et Franche-Comté de l'Association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France (AGCCPF), les représentations régionales des associations membres du Patrimoine, les représentations régionales de Bourgogne et de Franche-Comté du groupement des entreprises de restauration des Monuments Historiques (GMH) et l'association « Cités de Caractère Bourgogne-Franche-Comté » | - Madame Corinne MOLINA         |
| 1 | par accord entre les deux comités régionaux olympiques et sportifs de Bourgogne et Franche-Comté (CROS)   | - Monsieur Jean-Marie VERNET    |

|                         |  |  |
|-------------------------|--|--|
| <b>Nombre de sièges</b> | <b>Troisième collège : organismes et associations qui participent à la vie collective de la région, représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et personnalités qualifiées choisies en fonction de leurs compétences en matière d'environnement et de développement durable</b> |  |
| <b>35</b>               | <b>Organismes</b>  | <b>Membres désignés</b>                                      |
|                         | <u>Environnement et développement durable</u>  |  |
| 2                       | par France Nature Environnement (FNE)  | - Monsieur Pascal BLAIN<br>- Madame Martine PETIT            |
| 1                       | par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO)   | - Monsieur Jacques CARDIS                                    |
| 1                       | par accord entre les Conservatoires des espaces naturels de Bourgogne et de Franche-Comté  | - Monsieur Daniel SIRUGUE                                    |
| 1                       | par l'association régionale de pêche et de protection du milieu aquatique de Bourgogne-Franche-Comté   | - Monsieur Jean-Philippe PANIER                              |
| 1                       | par la Fédération régionale des Chasseurs de Bourgogne-Franche-Comté   | - Madame Evelyne GUILLON                                     |
| 2                       | personnalités qualifiées dans le domaine de l'environnement et du développement durable désignées par la Préfète de région   | - Madame Brigitte SABARD<br>- Monsieur Jean-François DUGOURD |

|   |  |  |
|---|--|--|
|   | <u>Université et recherche</u>   |  |
| 3 | par la Communauté d'Universités et d'Établissements Bourgogne-Franche-Comté (COMUE), dont un siège au titre de la recherche et de sa valorisation, en accord entre le CNRS, l'INRA, l'INSERM et le CEA | - Madame Françoise BÉVALOT<br>- Monsieur François ROCHE-BRUYN<br>- Monsieur Thierry RIGAUD |

|   |  |   |
|---|--|---|
|   | <u>Consommation, logement et tourisme</u>  |   |
| 1 | par la Mission d'Accompagnement, de Soutien et de Conseil aux Offices de Tourisme (MASCOT)   | - Monsieur Philippe BOUQUET   |
| 1 | par l'Union Sociale de l'Habitat (USH)   | - Madame Anne SCHWERDORFFER   |
| 1 | par accord entre l'UFC Que choisir, le Centre Technique Régional de Consommation (CTRC), la Confédération du logement, de la consommation et du cadre de vie (CLCV), la Confédération nationale du logement (CNL) et la Confédération syndicale des familles (CSF) | - Monsieur Jean-Pierre COURTEJAIRE<br>(mandat jusqu'au 31/12/2020)<br><br>- Madame Colette SAUTIERE<br>(mandat du 01/01/2021 au 31/12/2023) |
| 1 | par l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI)   | - Monsieur Jean PERRIN  |
| 1 | par la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)  | - Monsieur Cédric JOURNEAU  |

| Nombre de sièges | Quatrième collègue : personnalités qualifiées qui, en raison de leur qualité ou de leurs activités, concourent au développement de la région, désignées par la Préfète de région |
|------------------|--|
| 5                |  |
| 1                | - Monsieur Charles ROZOY   |
| 1                | - Monsieur Daniel BOUCON   |
| 1                | - Madame Marie-Caroline GODIN  |
| 1                | - Monsieur Alexandre MOINE   |
| 1                | - Madame Anne PARENT   |

**Article 2 :** La durée du mandat des membres du CESER est de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sauf dispositions spécifiques prévues par le présent arrêté.

**Article 3 :** L'arrêté n° n°20-349 BAG du 6 octobre 2020, relatif à la composition du CESER de Bourgogne-Franche-Comté, est abrogé.

**Article 4 :** Le secrétaire général pour les affaires régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté, et notifié au président du CESER Bourgogne-Franche-Comté, à Mesdames Chantal CLINARD, Colette SAUTIERE et Clémentine SMETS ainsi qu'à Monsieur LACOUCHE Michel.

Fait à Dijon, le 23 OCT. 2020

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,



Fabien SUDRY

Voies et délais de recours :

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté

BFC-2020-10-20-004

Arrêté n°20-398 portant attribution des allocations  
diversité dans la fonction publique pour la campagne  
2020-2021 en Bourgogne-Franche-Comté

*Arrêté n°20-398 portant attribution des allocations diversité dans la fonction publique pour la  
campagne 2020-2021 en Bourgogne-Franche-Comté*



Plate-Forme RH  
Tél : 03 80 44 67 56  
mél : plate-forme-rh@bfc.gouv.fr

**Arrêté N°20-398** portant attribution des allocations diversité dans la fonction publique pour la campagne 2020-2021 en Bourgogne-Franche-Comté

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or

**VU** l'arrêté interministériel du 20 avril 2020 modifié relatif à l'allocation diversité dans la fonction publique ;

**VU** la circulaire du Ministère de l'action et des comptes publics NOR : CPAF2012868C relative à la mise en œuvre des allocations pour la diversité dans la fonction publique pour la campagne 2020-2021 en date du 5 juin 2020 ;

**VU** le contingent de 21 allocations diversité hors Classe Préparatoire d'Intégration (CPI) en Bourgogne-Franche-Comté au titre de l'année universitaire 2020-2021 ;

**VU** le reliquat de 3 allocations diversité non affectées par la CPI ENFIP de la région Bourgogne-Franche-Comté de la campagne 2019-2020 ;

**VU** les propositions de la commission de sélection réunie le 15 octobre 2020 ;

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales.

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Une allocation pour la diversité dans la fonction publique de 2 000 € est attribuée aux bénéficiaires inscrits sur la liste principale jointe en annexe 1.

En cas de désistement, les bénéficiaires seront retenus sur la base du classement de la liste complémentaire jointe en annexe 2.

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté  
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex  
tél : 03 80 44 64 00 - mél : sgar-courrier@bfc.gouv.fr  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte>

**Article 2 :**

L'allocation est imputée sur le programme 148 « Fonction publique » 014801010402, action 0148-01-07 « allocation diversité ».

Elle sera versée sous réserve de la disponibilité des crédits, sur les comptes désignés par les bénéficiaires dans les conditions suivantes :

En 2 fois aux candidats :

- 1 000 € sur la gestion 2020 ;
- 1 000 € sur la gestion 2021, sur production d'une attestation d'assiduité signée par le centre de préparation au concours et d'une attestation de présence à toutes les épreuves obligatoires d'admissibilité au concours préparé ou une attestation d'inscription si les épreuves ont lieu après la date limite d'envoi.

**Article 3 :**

Le secrétaire général pour les affaires régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 20/10/2020

Pour le Préfet de la région  
Bourgogne-Franche-Comté  
et par délégation  
L'adjoint au secrétaire général  
pour les affaires régionales



Alain MAZOYER

## ANNEXE 1

### Allocation pour la diversité dans la fonction publique 2020/2021 - Hors CPI

#### Liste principale (classée par ordre de mérite)

Des allocations pour la diversité dans la fonction publique, d'un montant de 2 000€ chacune, sont attribuées au titre de l'année 2020- 2021 aux bénéficiaires suivants classés par ordre de mérite:

| REF N°DOSSIER | NOM                                 | PRENOM    | RANG |
|---------------|-------------------------------------|-----------|------|
| 2476464       | POIRIER                             | Loïck     | 1    |
| 2465171       | DAGAIN                              | Alexandre | 2    |
| 2514764       | COLOMBIN                            | Laura     | 3    |
| 2372754       | ITURRALDE                           | Clara     | 4    |
| 2176570       | BEAUPÈRE usage BEAUPÈRE-VILLION     | Astrid    | 5    |
| 2099490       | BONNOT                              | Sarah     | 6    |
| 2439816       | SOMNY                               | Jérémie   | 7    |
| 2364853       | LÉGER                               | Elodie    | 8    |
| 2514180       | PICARD                              | Océane    | 9    |
| 2438207       | THIEBAUD                            | Eva       | 10   |
| 2130167       | BECHIR usage BECHIR-BEDOURET        | Amandine  | 11   |
| 2462933       | MAIRI                               | Halima    | 12   |
| 2445244       | PIROSSETTI                          | Eva       | 13   |
| 2442371       | SILVE                               | Jordan    | 14   |
| 2499798       | BUISSON usage BUISSON-PIERANDREI    | Ulysse    | 15   |
| 2444159       | JACOULOT épouse METTER              | Laurie    | 16   |
| 2504857       | NOLY                                | Marie     | 17   |
| 2439883       | ALARDIN                             | Gary      | 18   |
| 2401777       | SIMARD                              | Melodie   | 19   |
| 2393027       | JARRIN épouse JEANNISSET- - BELHADJ | Orianne   | 20   |
| 2318503       | BOUDYKKAN                           | Nessim    | 21   |
| 2326368       | MORALES                             | Margot    | 22   |

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté  
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex  
tél : 03 80 44 64 00 mël : sgar-courrier@bfc.gouv.fr  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte>

3/6

|         |          |         |    |
|---------|----------|---------|----|
| 2451205 | AKPINAR  | Jessica | 23 |
| 2510896 | BRACCINI | Camille | 24 |

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté  
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex  
tél : 03 80 44 64 00 mël : sgar-courrier@bfc.gouv.fr  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte>

## ANNEXE 2

### Allocation pour la diversité dans la fonction publique 2020/2021 - Hors CPI

#### Liste complémentaire (classée par ordre de mérite)

| REF N°DOSSIER | NOM                       | PRENOM    | RANG |
|---------------|---------------------------|-----------|------|
| 2403620       | NOIZILLER                 | Adeline   | 1    |
| 2534850       | MALIDE                    | Zaliata   | 2    |
| 2319833       | PALAU                     | Nina      | 3    |
| 2296719       | HOUMADI                   | Anichate  | 4    |
| 2130135       | DO NASCIMENTO             | Elise     | 5    |
| 2454337       | CHIERICI                  | Gaëlle    | 6    |
| 2440336       | COLSON                    | Lou       | 7    |
| 2364979       | BENARD usage DUPIN-BENARD | Alexandre | 8    |
| 2517317       | GOUVEIA DE PINHO          | Fabiana   | 9    |
| 2438732       | LEBRUN                    | Enzo      | 10   |
| 2376343       | BRETAIRE                  | Ophélie   | 11   |
| 2240593       | GUERIN                    | Chloé     | 12   |
| 2371930       | ENMER                     | Myriam    | 13   |
| 2049852       | LEVASSEUR                 | Sibylle   | 14   |
| 2401791       | REMY                      | Emilie    | 15   |
| 2444323       | RAULT                     | Mélaïne   | 16   |
| 2506211       | KUTSAL                    | Melis     | 17   |
| 2377235       | DONDINA                   | Delphine  | 18   |
| 2524934       | MOUTOU                    | Caroline  | 19   |
| 2443504       | GRANDGIRARD               | Florian   | 20   |
| 2104322       | GUICHARD                  | Marine    | 21   |
| 2498300       | BODARD                    | Andréa    | 22   |
| 2406476       | GUETTAF épouse YARDIM     | Ingrid    | 23   |
| 2443425       | LEGROS                    | Emie      | 24   |
| 2393287       | FOUET                     | Manon     | 25   |
| 2219495       | DEBOST                    | Anaïs     | 26   |
| 2464713       | PICOT                     | Maxence   | 27   |
| 2444351       | LOYEZ                     | Laureline | 28   |
| 2442001       | ZONA                      | Julie     | 29   |
| 2534458       | NOSARI                    | Marion    | 30   |
| 2169054       | BRETIN                    | Maxime    | 31   |
| 2441068       | CATHENOD                  | Benoît    | 32   |
| 2451742       | DUPAIN                    | Crystal   | 33   |

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté  
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex  
tél : 03 80 44 64 00 mël : sgar-courrier@bfc.gouv.fr  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte>

5/6

|         |                                |              |    |
|---------|--------------------------------|--------------|----|
| 2406242 | LAFORREST                      | Sonia        | 34 |
| 2504161 | BLANC                          | Aline        | 35 |
| 2118760 | BARD                           | Alicia       | 36 |
| 2492032 | CHERON                         | Daniel       | 37 |
| 2386264 | COURREAU                       | Camille      | 38 |
| 2437985 | NIVOIS                         | Lucie        | 39 |
| 2445228 | NOWAK                          | Marie        | 40 |
| 1999629 | CRUZ GARCIA                    | Clarisse     | 41 |
| 2444428 | DA ROCHA FERREIRA              | Andréa       | 42 |
| 2437375 | SAUVREZY                       | Luc          | 43 |
| 2450083 | LOMBARD                        | Elodie       | 44 |
| 2105908 | BOULET                         | Mathilde     | 45 |
| 2436965 | CUNEY                          | Lucie        | 46 |
| 2488034 | BRENEZ                         | Charlotte    | 47 |
| 2400107 | THIBAUT                        | Alexis       | 48 |
| 2284798 | KAYA                           | Emilie       | 49 |
| 2387483 | DÉBORDES épouse JESUS DA SILVA | Laetitia     | 50 |
| 2361849 | BULOT                          | Elodie       | 51 |
| 2524718 | BACAR                          | Kaïne        | 52 |
| 2113129 | HATTON-LAGAINIÈRE              | Alicia       | 53 |
| 2131561 | TILLARD                        | Guillaume    | 54 |
| 2452258 | RAMOS                          | Kévin        | 55 |
| 2457393 | ROBERT usage ROBERT-HUBER      | Lou-Eléonore | 56 |
| 2172012 | KA                             | Moustapha    | 57 |
| 2445013 | LECAVELIER                     | Gwénaëlle    | 58 |
| 2469679 | BOUVÉT-MARECHAL                | Hugo         | 59 |
| 2101658 | MIRESSI                        | Laura        | 60 |
| 2439130 | BONVALLET                      | Aurore       | 61 |
| 2150065 | BELICOT                        | Amélie       | 62 |
| 2437774 | MOREIRA                        | Audrey       | 63 |
| 2301398 | PICON                          | Morgane      | 64 |
| 2452782 | ALBERTI                        | Carla        | 65 |
| 2450952 | TOURÉ                          | Aminata      | 66 |
| 2524311 | COMBO                          | Nousrania    | 67 |

Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté  
53 rue de la Préfecture - 21041 DIJON cedex  
tél : 03 80 44 64 00 mël : sgar-courrier@bfc.gouv.fr  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/bourgogne-franche-comte>